



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

montant des pensions

Question écrite n° 63121

Texte de la question

M. Michel Liebgott interroge M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État sur la revalorisation des retraites de la fonction publique. Les retraites des fonctionnaires sont désormais revalorisées chaque année par décret en fonction de l'évolution constatée de l'indice des prix calculé hors prix du tabac et rapporté aux prévisions établies dans la loi de finances. Conformément à la loi dite « Fillon » de réforme des retraites, pour la période du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2013, le minimum de pension garanti est établi selon des critères spécifiques. L'indice de base pour l'année 2003 est ainsi fixé à 216 et 227 en 2013, pour un indice de minimum de traitement dans la fonction publique se situant à 261 pour l'année 2003. En 2003, le minimum « pension » représentait donc 82,75 % du minimum « traitement ». Après revalorisation en 2004 et 2005 sur la base de l'évolution du SMIC, cette part est tombée à 78,9 % pour vraisemblablement poursuivre sur la même voie si aucune mesure ne vient contrecarrer cette évolution. C'est donc bien la progression plus lente de l'indice de calcul du minimum pension par rapport à l'indice du minimum de traitement qui ampute régulièrement le pouvoir d'achat des retraites de la fonction publique. Diverses associations de retraités de la fonction publique (Poste, France Telecom, gendarmerie, officiers marins) ont alerté les pouvoirs publics à ce propos en se constituant en « pôle de retraites de la fonction publique ». Se fondant sur l'évolution négative du pouvoir d'achat constatée au cours des deux années de référence, ces associations souhaitent en toute logique que l'indice de calcul du minimum pension soit indexé sur l'indice du minimum de traitement de la fonction publique. Il demande donc quelles mesures seront prises pour faire droit à ces revendications, résorber la perte de pouvoir d'achat des retraites de la fonction publique et prévenir toute dégradation future.

Texte de la réponse

Le nouveau mode de revalorisation des pensions des fonctionnaires, ainsi que le mode de calcul du minimum garanti de pension, sont définis par les articles 51 et 66-V de la loi du 21 août 2003. En ce qui concerne la revalorisation, le pôle des retraités fonction publique considère que les pensions de retraite auraient dû bénéficier au 1er janvier 2005 d'une augmentation de 2,2 % au lieu des 2 % arrêtés par le Gouvernement. Le pôle des retraités se fonde sur la comparaison entre l'indice des prix à la consommation hors tabac observé par l'INSEE en décembre 2004 et celui observé en décembre 2003 (+ 1,9 %). Il retient donc comme référence le chiffre de l'inflation en glissement sur 2004 constaté par l'INSEE. Les textes applicables conduisent légalement, retenir pour ce calcul les éléments suivants : le dispositif de revalorisation des pensions des fonctionnaires instauré par le nouvel article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite, issu de la loi du 21 août 2003, repose sur l'indice hors tabac mentionné dans le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances et non sur celui fixé en fin d'année par l'INSEE ; le décret d'application dudit article L. 16 (articles R. 31-1 et R. 31-2 du code des pensions) a précisé que l'indice des prix mentionné à l'article L. 16 correspondait au taux d'évolution des prix en moyenne annuelle, comme c'est le cas des autres dispositifs sociaux indexés sur l'inflation (retraites du régime général, prestations familiales...), et non de l'inflation en glissement de décembre à décembre. Il se trouve, en l'espèce, que l'année 2004 ne fait apparaître aucun décalage entre l'inflation moyenne 2004 indiquée dans le projet de loi de finances pour 2005 (+ 1,7 %) et celle

mesurée par l'INSEE en fin d'année. Le mode de calcul de la revalorisation fixé par les textes en fonction de l'inflation pour les retraites de l'ensemble des régimes de base ne laisse donc la place à aucune marge d'appréciation. Ce cadre répond à un souci de prévisibilité du montant des pensions, nécessaire au contrôle des finances publiques par le Parlement. C'est donc à bon droit qu'il a été fait référence pour les calculs de revalorisation des pensions au taux d'inflation hors tabac fixé à 1,7 % en moyenne annuelle pour l'année 2004 par le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances pour 2005 (tome 1, page 33). Le taux 2005 de revalorisation des pensions, tel qu'il résulte du décret n° 2005-166 du 22 février 2005, est la somme des deux taux suivants : taux prévisionnel de l'évolution des prix à la consommation en moyenne annuelle hors tabac pour 2005 : + 1,8 % ; différentiel de taux entre l'évolution constatée et l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation en moyenne annuelle hors tabac pour 2004 : 1,7 % - 1,50 % = 0,2 %. En ce qui concerne le mode de calcul du minimum garanti des pensions des fonctionnaires, son appréciation doit reposer sur une lecture combinée des articles 51 et 66-V de la loi du 21 août 2003. En effet, à la montée en charge progressive de l'indice de référence prévue à l'article 66-V, il convient d'ajouter l'effet de l'inflation tel que calculé par ailleurs au titre de la revalorisation des pensions déjà concédées, comme le prévoit le dernier alinéa de l'article L. 17 du code des pensions issu de l'article 51 de la loi. Ainsi, la progression du pouvoir d'achat des retraités de la fonction publique est garantie par la loi. Pour l'année 2005, l'indice de référence est l'indice majoré 218 à la valeur constatée le 1er janvier 2004 (article 66-V), laquelle est augmentée pour tenir compte de l'effet de l'inflation suivant le taux utilisé pour la revalorisation des pensions déjà concédées (article 51). C'est ce total qui constitue le minimum garanti au niveau duquel sont portées les pensions des fonctionnaires.

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 63121

Rubrique : Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Ministère interrogé : fonction publique

Ministère attributaire : fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 avril 2005, page 3981

Réponse publiée le : 22 novembre 2005, page 10865